

Conseil de gouvernement du jeudi 21 février 2013

Le Conseil de gouvernement, réuni jeudi à Rabat, a adopté un projet de décret modifiant et complétant le décret relatif à la définition de la liste des établissements d'enseignement supérieur ne relevant pas des universités.

Approbation d'un projet de décret sur l'impression et l'édition du Saint Coran

Le gouvernement, réuni jeudi en Conseil, a approuvé un projet de décret relatif aux conditions et modalités d'autorisation d'impression, d'édition, d'enregistrement, de publication et de distribution du Saint Coran.

Le projet intervient dans le sillage de l'intérêt particulier que porte SM le Roi Mohammed VI, Amir Al Mouminine, au Livre Sacré, comme l'illustre la création par Dahir, en 2010, de la Fondation Mohammed VI pour l'édition du Saint Coran, indique un communiqué rendu public au terme de cette réunion, dont lecture a été donnée par le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi.

Présenté par le ministre des Habous et des Affaires islamiques, le décret s'inscrit dans le cadre de la mise en application de l'article 7 dudit Dahir, qui stipule qu'une instance scientifique rattachée au Conseil d'administration de la Fondation s'attelle, entre autres, à l'étude des demandes d'autorisation pour l'édition et la distribution du Livre Saint.

En application de ces dispositions juridiques, le texte fixe les conditions et les modalités requises pour l'autorisation des opérations en question.

Adoption d'un projet de décret relatif aux établissements d'enseignement supérieur ne relevant pas des universités

Dans un communiqué lu lors d'un point de presse à l'issue de la réunion, le ministre de la communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi a indiqué que le projet, présenté par le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de la Formation des Cadres, porte sur l'inscription de nombre d'établissements de l'enseignement supérieur sur la liste des structure ne relevant pas des universités, conformément à l'article 25 de la loi 01.00 relative à l'organisation de l'enseignement supérieur.

Le texte stipule également, a ajouté le ministre, l'intégration de l'Institut Supérieur des Métiers de l'Audiovisuel et du Cinéma (ISMAC), créé et organisé par la loi 2.12.109 du 15 mars 2007, sur ladite liste, outre le changement des dénominations d'autres établissements de l'enseignement supérieur et la suppression des centres régionaux d'éducation qui seront remplacés par les centres régionaux des métiers de l'éducation et de la formation.

Approbation d'un projet de décret relatif aux indemnités des membres des conseils supérieur et locaux des oulémas

Le Conseil de gouvernement a approuvé, jeudi, un projet de décret relatif aux indemnités des membres du Conseil supérieur des oulémas et des Conseils locaux des oulémas, présenté par le ministre des Habous et des Affaires islamiques.

Ce projet s'inscrit en droite ligne de la Haute sollicitude dont SM le Roi Mohammed VI, Amir Al Mouminine, entoure les oulémas et leurs institutions et conformément aux instructions royales concernant la révision des indemnités de représentation des présidents et membres des Conseils locaux des oulémas, a indiqué le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi, lors d'un point de presse, à l'issue du conseil.

Répondant aux questions des journalistes, M. El Khalfi a souligné que ces indemnités, qui prennent en considération les mutations économiques et sociales, sont de nature à permettre aux bénéficiaires de s'acquitter de leurs missions dans le cadre des orientations de la nouvelle Constitution.

Adoption d'un projet de décret relatif à l'organisation notariale

Le Conseil de gouvernement, réuni jeudi à Rabat, a adopté le projet de décret no 2-12725 relatif à l'application de la loi no 32-09 concernant l'organisation de la profession de notariat.

Le ministre de la communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi, a indiqué, lors d'un point de presse à l'issue du conseil, que ce projet, présenté par le ministre de la Justice et des libertés, s'inscrit dans le cadre de l'élaboration de projets de textes réglementaires relatifs à la loi no 32-09 organisant la profession de notariat.

Ce projet, a-t-il précisé, porte sur les modalités d'organisation du concours d'accès à la profession de notaire, d'organisation du déroulement et de la durée du stage, le régime des épreuves et le régime de l'examen professionnel ainsi que les modalités de l'examen oral consacré à la catégorie des dispensés du concours.

M. Khalfi a ajouté que ce projet fixe les conditions et les critères de mutation des notaires et ce dans le cadre du renforcement du principe de la transparence, de la neutralité, de la probité et de la concrétisation du principe d'égalité des chances entre les notaires.

Le ministre a expliqué qu'il a été tenu compte à cet effet de plusieurs objectifs, dont le souci d'aplanir les difficultés qui entravaient l'opération d'examen des demandes de mutation et d'éviter les observations négatives. Le texte traite également de la façon de travailler de la commission chargée de donner son avis concernant la nomination des notaires, leur mutation, leur limogeage et leur réaffectation ainsi que de l'examen des poursuites disciplinaires à l'encontre des notaires et des stagiaires.

Le gouvernement dément l'émission par le Fisc de formulaires concernant un soutien financier direct de l'Etat

Le gouvernement a démenti, jeudi, l'émission par l'Administration des impôts de formulaires destinés à bénéficier d'un soutien financier direct de l'Etat.

Il s'agit d'une rumeur qui "empoisonne le climat et perturbe les initiatives du gouvernement", allant jusqu'à "semer les troubles", indique le gouvernement dans un communiqué lu par le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi, lors d'un point de presse donné au terme du conseil de gouvernement.

Le Chef du gouvernement, Abdelilah Benkirane assure, à ce propos, que le gouvernement "fera preuve de fermeté face à ce genre de pratiques et ceux qui s'y adonnent", affirme la même source.

Une enquête est en cours pour élucider cette question, souligne-t-on, ajoutant que seul l'Etat et ses institutions sont habilités à communiquer à propos de ce genre de mesures.

(MAP)